

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40666]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur l'interdiction ou la restriction de l'utilisation d'accessoires ou de produits causant aux animaux des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du bien-être des animaux, l'article D.40 ;

Vu l'avis du Conseil wallon du bien-être des animaux relatif à l'utilisation des colliers électriques, donné le 27 mars 2017 ;

Vu l'avis du Conseil wallon du bien-être des animaux concernant les conditions minimales d'hébergement des "poissons rouges" et des "poissons combattants" permettant de respecter leurs besoins physiologiques et éthologiques, donné le 23 novembre 2018 ;

Vu l'avis du Conseil wallon du bien-être des animaux sur la liste des accessoires et produits les plus courants dont l'utilisation devrait être restreinte ou interdite, en raison de douleurs, souffrances ou lésions causées aux animaux, et qui pourraient être évitées, donné le 16 novembre 2021 ;

Vu le rapport du 1^{er} juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 72.351 du Conseil d'État, donné le 29 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre du Bien-être animal ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1. — Les dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1^o un aquarium : un réservoir d'eau à paroi solide et transparente dans lequel sont conservés de façon permanente des plantes et des poissons dans le but de l'observation d'agrément ;
- 2^o une badine : un bâton utilisé par le dresseur sur le chien pour lui confirmer des ordres ou le récompenser ;
- 3^o un chien d'utilité : un chien qui a été élevé et éduqué pour réaliser des tâches en vue d'assister ou aider l'être humain ;
- 4^o un collier électrique : un collier pour chien ou chat possédant un dispositif électrique qui provoque des décharges électriques pouvant être activé manuellement ou automatiquement afin d'éviter les aboiements, les fugues ou dans un objectif d'éducation ou de dressage ;
- 5^o un collier étrangleur : un collier pour chien, avec ou sans pointes tournées vers l'intérieur du cou, incorporé ou non dans une laisse, dont les deux extrémités se terminent par un anneau et sont assemblées de façon à opérer un resserrement autour de la nuque de l'animal par le principe du nœud coulant ;
- 6^o le Ministre : le Ministre qui a le Bien-être animal dans ses attributions ;
- 7^o le Service : la Direction du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement qui a le Bien-être des animaux dans ses attributions ;
- 8^o un vétérinaire : un médecin vétérinaire inscrit au Tableau de l'Ordre des médecins vétérinaires mentionné à l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des Médecins Vétérinaires.

CHAPITRE 2. — Les accessoires interdits

Art. 2. Sont interdits :

- 1^o l'utilisation d'accessoires pour chiens ou chats qui :
 - a) donnent des décharges électriques tels que les colliers électriques ;
 - b) émettent des signaux sonores désagréables pour le bien-être animal ;
 - c) agissent à l'aide de substances chimiques ;
- 2^o l'utilisation de collier étrangleur ;
- 3^o l'utilisation de collier à pointes, entendu comme un collier pour chien possédant des pointes ou des piques s'enfonçant dans le cou du chien lorsque le chien ou une personne tire sur la laisse ;
- 4^o la détention de poisson dans un aquarium boule, entendu comme un aquarium sphérique ;
- 5^o la détention de poisson dans un aquarium d'une contenance inférieure à dix litres ;
- 6^o l'utilisation de badine.

Art. 3. § 1er. Par dérogation à l'article 2, 1°, le collier électrique peut être utilisé pour les chiens d'utilité :

- 1° de la Sécurité civile ;
- 2° de la Police fédérale et locale ;
- 3° de la Défense ;
- 4° des Douanes,

dans le cadre de leurs missions et conformément au présent article.

§ 2. Pour bénéficier de la dérogation visée au paragraphe 1^{er}, l'institution concernée introduit, par courrier ou par voie électronique, auprès du service, une notification en indiquant :

- 1° le nombre des personnes amenées à utiliser l'accessoire ;
- 2° la motivation et les circonstances précises de l'utilisation de l'accessoire ;
- 3° la démonstration que des méthodes alternatives ont été envisagées et ne permettent pas d'atteindre l'objectif poursuivi dans les circonstances visées ;
- 4° les preuves relatives au suivi des formations visées au paragraphe 3 par les personnes concernées ;
- 5° le document rédigé par l'institution comportant les modalités d'utilisation du collier électrique qui doivent être respectées par les agents.

Dans les quinze jours de la réception de la notification :

- 1° si la notification est complète, le service en accuse réception ;
- 2° si la notification est incomplète, le service adresse au demandeur la liste des informations manquantes. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours pour compléter son dossier de notification.

La notification est renouvelée tous les quatre ans.

§ 3. Les personnes qui utilisent le collier électrique suivent au minimum les formations suivantes, dispensées par un formateur reconnu :

- 1° quatre heures de formation théorique sur le fonctionnement du collier électrique et les méthodes d'éducation ;
- 2° huit heures de formation pratique sur la manière de communiquer avec le chien en utilisant le collier électrique ;
- 3° une séance de formation continue tous les six mois.

Les formateurs reconnus sont les suivants :

- 1° la Direction de l'Appui Canin de la Direction Générale de la police administrative de la Police Fédérale ;
- 2° les Académies de Police ;
- 3° un vétérinaire qui dispense une formation respectant les dispositions visées à l'alinéa 1^{er} et validée par le Ministre ou son délégué.

§ 4. Les niveaux de stimulations du collier électrique sont utilisés de manière progressive.

§ 5. Le collier électrique n'est pas utilisé pour :

- 1° le chien de moins de six mois ;
- 2° la chienne en période de gestation ou de lactation ;
- 3° le chien dans l'incapacité de répondre à la stimulation du collier, pour des raisons d'âge ou de santé.

§ 6. Les décharges électriques sont utilisées uniquement lorsque l'objectif poursuivi le justifie et qu'il ne peut pas être atteint par un autre moyen.

Art. 4. Par dérogation à l'article 2, 2°, le collier étrangleur peut être utilisé :

- 1° pour les chiens d'utilité de la Sécurité civile, de la Police fédérale et locale, de la Défense et des Douanes, si cette utilisation répond aux conditions suivantes:
 - a) l'utilisation a lieu dans le cadre de l'exercice de leurs missions ;
 - b) lorsque l'objectif poursuivi le justifie et qu'il ne peut pas être atteint par un autre moyen ;
 - c) l'utilisation est faite dans le respect des besoins éthologiques et physiologiques des animaux ;
- 2° pour tous les chiens adultes, si cette utilisation est nécessaire pour des raisons relatives au comportement de l'animal, à son bien-être ou à la sécurité publique.

Dans ce cas, le responsable du chien dispose de l'attestation d'un vétérinaire, assortie d'un diagnostic comportemental vétérinaire et de la preuve que les informations relatives au fonctionnement du collier étrangleur ont été fournies au responsable par le vétérinaire.

L'attestation est valable pour une durée de six mois, renouvelable.

Art. 5. Par dérogation à l'article 2, 6°, la badine peut être utilisée pour les chiens d'utilité :

- 1° de la Sécurité civile ;
- 2° de la Police fédérale et locale ;
- 3° de la Défense ;
- 4° des Douanes,

dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

CHAPITRE 3. — *Les accessoires dont l'utilisation est restreinte*

Art. 6. La muselière est utilisée uniquement pour les chiens et dans le respect des conditions suivantes :

- 1° elle est adaptée à l'anatomie de la gueule du chien :
 - a) la longueur de la muselière laisse un espace suffisant entre le rhinarium et la muselière, et empêche la muselière d'appuyer sur les yeux du chien ;

- b) la profondeur de la muselière permet au chien d'ouvrir complètement sa gueule, de haleter et de boire normalement ;
- 2° elle est utilisée pendant une période limitée ;
- 3° elle est utilisée sous la surveillance du propriétaire de l'animal.

Par dérogation au 1°, b, sont autorisées les muselières qui ferment complètement la gueule d'un chien pour des raisons de sécurité dans le cadre d'un soin et uniquement pendant la durée du soin.

CHAPITRE 4. — *Les dispositions transitoires et finales*

Art. 7. Pour une durée d'un an à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté :

- 1° les articles 2, 1° à 3°, et 4, 2°, ne sont pas applicables aux clubs canins et aux maîtres-chiens ;
- 2° le présent arrêté n'est pas applicable aux colliers électriques combinés à une clôture enterrée ;
- 3° les articles 2, 1°, a), et 3, §§ 1^{er} à 3, ne sont pas applicables en ce qui concerne les chiens d'utilité de la Sécurité civile, de la Police fédérale et locale, de la Défense et des Douanes, sans préjudices de l'article 3, §§ 4 à 6.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre qui a le bien-être des animaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40666]

15. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über das Verbot oder die Einschränkung der Verwendung von Zubehör oder Produkten, die den Tieren vermeidbare Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz, Artikel D.40;

Aufgrund der am 27. März 2017 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere zur Verwendung von Elektrohalsbändern;

Aufgrund der am 23. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere zu den Mindestbedingungen für die Unterbringung von "Goldfischen" und "Kampffischen", die es ermöglichen, ihre physiologischen und ethologischen Bedürfnisse zu respektieren;

Aufgrund der am 16. November 2021 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere zur Liste der gängigsten Zubehörteile und Produkte, deren Verwendung aufgrund vermeidbarer Schmerzen, Leiden oder Schäden der Tiere eingeschränkt oder verboten werden sollte;

Aufgrund des Berichts vom 1. Juni 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 11 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 29. November 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 72.351;

Auf Vorschlag der Ministerin für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° Aquarium: ein Wasserbehälter mit festen, durchsichtigen Wänden, in dem Pflanzen und Fische zu Zier- und Beobachtungszwecken dauerhaft aufbewahrt werden;
- 2° Softstock: ein Stock, den der Trainer am Hund verwendet, um ihm Befehle zu bestätigen oder ihn zu belohnen;
- 3° Gebrauchshund: ein Hund, der gezüchtet und ausgebildet wurde, um Aufgaben auszuführen, die der Unterstützung oder Hilfe des Menschen dienen;
- 4° Elektrohalsband: ein Halsband für Hunde oder Katzen mit einer elektrischen Vorrichtung, die Stromstöße auslöst, die manuell oder automatisch aktiviert werden können, um Bellen oder Weglaufen zu verhindern oder zu Erziehungs- oder Dressurzwecken;
- 5° Würgehalsband: ein Hundehalsband mit oder ohne zur Innenseite des Halses gerichteten Spitzen, das mit einer Leine verbunden ist oder nicht, und dessen beide Enden in einem Ring enden und so zusammengesetzt sind, dass sie durch das Prinzip der Schlinge eine Verengung um den Hals des Tieres bewirken;
- 6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört;
- 7° Dienststelle: die Direktion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört;

- 8° Tierarzt: ein Tierarzt, der im Verzeichnis der in Artikel 1 des Gesetzes vom 19. Dezember 1950 Gesetz zur Einrichtung der Tierärztekammer genannten Tierärztekammer eingetragen ist.

KAPITEL 2 — *Verbotenes Zubehör*

Art. 2 - Verboten sind:

- 1° die Verwendung von Zubehör für Hunde oder Katzen, das:
 - a) elektrische Impulse erzeugt, wie z. B. Elektrohalsbänder;
 - b) akustische Signale aussendet, die für das Tier unangenehm sind;
 - c) mit Hilfe von chemischen Substanzen wirkt;
- 2° die Verwendung von Würgehalsbändern;
- 3° die Verwendung von Stachelhalsbändern, die als Hundehalsbänder mit Stacheln oder Dornen verstanden werden, die sich in den Hals des Hundes bohren, wenn der Hund oder eine Person an der Leine zieht;
- 4° das Halten von Fischen in einem kugelförmigen Aquarium, verstanden als ein Kugelaquarium;
- 5° das Halten von Fischen in einem Aquarium mit einem Fassungsvermögen von weniger als 10 Litern;
- 6° die Verwendung eines Softstocks.

Art. 3 - § 1. In Abweichung von Artikel 2 Ziffer 1 kann das Elektrohalsband verwendet werden für Gebrauchshunde:

- 1° der zivilen Sicherheit;
- 2° der föderalen und lokalen Polizei;
- 3° des Ministeriums der Landesverteidigung;
- 4° des Zolls,

im Rahmen ihrer Aufgaben und in Übereinstimmung mit dem vorliegenden Artikel.

§ 2. Um die in Absatz 1 genannte Ausnahme in Anspruch nehmen zu können, reicht die betroffene Einrichtung per Post oder auf elektronischem Wege bei der Dienststelle eine Mitteilung ein, in der sie Folgendes angibt:

- 1° die Anzahl der Personen, die das Zubehör verwenden werden;
- 2° die Begründung und die genauen Umstände der Verwendung des Zubehörs;
- 3° den Nachweis, dass alternative Methoden in Betracht gezogen wurden, die unter den genannten Umständen nicht geeignet sind, das verfolgte Ziel zu erreichen;
- 4° den Nachweis, dass die betroffenen Personen die in Absatz 3 genannten Ausbildungen absolviert haben;
- 5° das von der Einrichtung erstellte Dokument mit den Modalitäten für die Verwendung des Elektrohalsbandes, die von den Bediensteten eingehalten werden müssen.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Erhalt der Mitteilung:

- 1° wenn die Mitteilung vollständig ist, bestätigt die Dienststelle den Empfang;
- 2° wenn die Mitteilung unvollständig ist, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller eine Liste mit den fehlenden Informationen. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 30 Tagen, um seine Mitteilung zu vervollständigen.

Die Mitteilung wird alle vier Jahre erneuert.

§ 3. Personen, die das Elektrohalsband verwenden, absolvieren mindestens die folgenden Ausbildungen, die von einem anerkannten Ausbilder erteilt werden:

- 1° vier Stunden theoretische Ausbildung über die Funktionsweise des Elektrohalsbandes und die Erziehungsmethoden;
- 2° acht Stunden praktische Ausbildung über die Art und Weise, wie man mit dem Hund kommuniziert, wenn man das Elektrohalsband benutzt;
- 3° eine Weiterbildung alle sechs Monate.

Die anerkannten Ausbilder sind die folgenden:

- 1° die Direktion Hundeunterstützung der Generaldirektion der Verwaltungspolizei der Föderalen Polizei;
- 2° die Polizeiakademien;
- 3° ein Tierarzt, der eine Ausbildung anbietet, die den in Absatz 1 genannten Bestimmungen entspricht und vom Minister oder seinem Beauftragten für gültig erklärt wurde.

§ 4. Die Stimulationsstufen des Elektrohalsbandes werden stufenweise eingesetzt.

§ 5. Das Elektrohalsband wird nicht verwendet für:

- 1° Hunde, die jünger als sechs Monate sind;
- 2° trächtige oder säugende Hündinnen;
- 3° Hunde, die aus Alters- oder Gesundheitsgründen nicht in der Lage sind, auf die Stimulation durch das Halsband zu reagieren.

§ 6. Elektroschocks werden nur dann eingesetzt, wenn der verfolgte Zweck dies rechtfertigt und nicht auf andere Weise erreicht werden kann.

Art. 4 - In Abweichung von Artikel 2 Ziffer 2 kann das Würgehalsband verwendet werden:

- 1° für Gebrauchshunde der zivilen Sicherheit, der föderalen und lokalen Polizei, des Ministeriums der Landesverteidigung und des Zolls, wenn diese Verwendung den folgenden Bedingungen entspricht:
 - a) die Verwendung erfolgt im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben;
 - b) wenn der verfolgte Zweck dies rechtfertigt und nicht auf andere Weise erreicht werden kann;

- c) Die Verwendung erfolgt unter Berücksichtigung der ethologischen und physiologischen Bedürfnisse der Tiere;
- 2° bei allen erwachsenen Hunden, wenn diese Verwendung aus Gründen erforderlich ist, die das Verhalten des Tieres, sein Wohlbefinden oder die öffentliche Sicherheit betreffen.

In diesem Fall verfügt der Verantwortliche für den Hund über die Bescheinigung eines Tierarztes, zusammen mit einer tierärztlichen Verhaltensdiagnose und dem Nachweis, dass die Informationen über die Funktionsweise des Würgehalsbandes dem Verantwortlichen vom Tierarzt zur Verfügung gestellt wurden.

Die Bescheinigung ist für sechs Monate gültig und kann verlängert werden.

Art. 5 - Abweichend von Artikel 2 Ziffer 6 kann der Softstock verwendet werden für Gebrauchshunde:

- 1° der zivilen Sicherheit;
- 2° der föderalen und lokalen Polizei;
- 3° des Ministeriums der Landesverteidigung;
- 4° des Zolls,

im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben.

KAPITEL 3 — *Zubehör, dessen Verwendung mit Einschränkungen erlaubt ist*

Art. 6 - Der Maulkorb wird nur für Hunde und unter Einhaltung der folgenden Bedingungen verwendet:

- 1° er ist an die Anatomie des Hundemauls angepasst:
- a) Die Länge des Maulkorbs lässt ausreichend Platz zwischen dem Nasenspiegel und dem Maulkorb und verhindert, dass der Maulkorb auf die Augen des Hundes drückt;
- b) die Tiefe des Maulkorbs ermöglicht es dem Hund, sein Maul vollständig zu öffnen, zu hecheln und normal zu trinken;
- 2° er wird nur für einen begrenzten Zeitraum verwendet;
- 3° er wird unter der Aufsicht des Eigentümers des Tieres verwendet.

Abweichend von Ziffer 1 Buchstabe b sind Maulkörbe, die das Maul eines Hundes vollständig verschließen, aus Sicherheitsgründen im Rahmen einer Pflegemaßnahme und nur für die Dauer dieser Pflegemaßnahme zulässig.

KAPITEL 4 — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 7 - Für einen Zeitraum von einem Jahr ab Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses:

- 1° sind Artikel 2 Ziffern 1 bis 3 und Artikel 4 Ziffer 2 nicht auf Hundevereine und Hundeführer anwendbar;
- 2° ist der vorliegende Erlass nicht anwendbar auf elektrische Halsbänder in Verbindung mit einem eingegrabenen Zaun;
- 3° sind Artikel 2 Ziffer 1 Buchstabe a und Artikel 3 §§ 1 bis 3 nicht anwendbar in Bezug auf die Gebrauchshunde der zivilen Sicherheit, der föderalen und lokalen Polizei, des Ministeriums der Landesverteidigung und des Zolls, unbeschadet des Artikels 3 §§ 4 bis 6.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Tierschutz gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40666]

15 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het verbod op of de beperking van het gebruik van middelen of producten die vermijdbare pijn, lijden of letsel bij dieren veroorzaken

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Dierenwelzijnwetboek, artikel D.40 ;

Gelet op het advies van de Waalse Raad voor Dierenwelzijn over het gebruik van elektrische halsbanden, gegeven op 27 maart 2017;

Gelet op het advies van de Waalse Raad voor Dierenwelzijn betreffende de minimale huisvestingsomstandigheden voor "goudvissen" en "vechtvissen" teneinde hun fysiologische en ethologische behoeften te respecteren, gegeven op 23 november 2018;

Gelet het advies van de Waalse Raad voor Dierenwelzijn betreffende de lijst van de meest voorkomende middelen en producten waarvan het gebruik moet worden beperkt of verboden wegens de pijn, het lijden of het letsel dat de dieren wordt berokkend en dat kan worden vermeden, gegeven op 16 november 2021;

Gelet op het rapport van 1 juni 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 72.351 van de Raad van State, gegeven op 29 november 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

- 1^o aquarium : een waterbak met vaste, doorzichtige wanden waarin planten en vissen permanent worden gehouden voor sier- en observatiedoeleinden;
- 2^o softstock: een stok die door de trainer op de hond wordt gebruikt om bevelen te bevestigen of hem te belonen;
- 3^o werkhond: een hond die is gefokt en getraind om taken uit te voeren om mensen bij te staan of te helpen;
- 4^o elektrische halsband: een halsband voor een hond of kat met een elektrisch apparaat dat elektrische schokken veroorzaakt die manueel of automatisch kunnen worden geactiveerd om blaffen of weglopen te voorkomen of voor opvoedings- of trainingsdoeleinden;
- 5^o wurghalsband: een hondenhalsband met of zonder naar de binnenkant van de nek gerichte spikes, al dan niet verbonden met een riem, waarvan de twee uiteinden eindigen in een ring en zo zijn samengesteld dat ze een vernauwing rond de nek van het dier veroorzaken volgens het principe van de strop;
- 6^o Minister : de Minister van Dierenwelzijn;
- 7^o Dienst: de directie van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu bevoegd voor het dierenwelzijn;
- 8^o dierenarts : een dierenarts die is ingeschreven op de lijst van dierenartsen bedoeld in artikel 1 van de wet van 19 december 1950 houdende de oprichting van de Orde der Dierenartsen.

HOOFDSTUK 2. — *Verboden middelen*

Art. 2. Verboden zijn:

- 1^o het gebruik van middelen voor honden of katten die:
 - a) elektrische schokken geven, zoals elektrische halsbanden;
 - b) geluidssignalen afgeven die onaangenaam zijn voor het welzijn van het dier;
 - c) met behulp van chemische stoffen werken;
- 2^o het gebruik van wurghalsbanden;
- 3^o het gebruik van spijkerhalsbanden, waaronder wordt verstaan een hondenhalsband met spikes of doornen die in de nek van de hond boren wanneer de hond of een persoon aan de lijn trekt;
- 4^o het houden van vissen in een bolaquarium, waaronder een bolvormig aquarium wordt verstaan;
- 5^o het houden van vissen in een aquarium met een inhoud van minder dan 10 liter;
- 6^o het gebruik van een softstock.

Art. 3. § 1. In afwijking van artikel 2, 1^o, mag de elektrische halsband worden gebruikt voor werkhonden:

- 1^o van de Civiele Veiligheid;
- 2^o de federale en de lokale politie;
- 3^o van Landsverdediging;
- 4^o van de Douane,

in het kader van hun opdrachten en overeenkomstig dit artikel.

§ 2. Om voor de in paragraaf 1 bedoelde afwijking in aanmerking te komen, dient de betrokken instelling per post of elektronisch een kennisgeving in bij de dienst met vermelding van:

- 1^o het aantal personen dat nodig is om het middel te gebruiken;
- 2^o de redenen voor en de precieze omstandigheden van het gebruik van het middel;
- 3^o het bewijs dat alternatieve methoden zijn overwogen en niet toelaten het nagestreefde doel in de betrokken omstandigheden te bereiken;
- 4^o het bewijs dat de betrokken personen de in paragraaf 3 bedoelde opleiding hebben gevolgd;
- 5^o het door de instelling opgestelde document met de modaliteiten voor het gebruik van de elektrische halsband die door de agenten moeten worden nageleefd.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de kennisgeving:

- 1^o indien de kennisgeving volledig is, bevestigt de dienst de ontvangst ervan;
- 2^o indien de kennisgeving onvolledig is, stuurt de dienst de aanvrager een lijst met de ontbrekende gegevens. De aanvrager beschikt over dertig dagen om het kennisgevingsdossier in te vullen.

De kennisgeving wordt om de vier jaar vernieuwd.

§ 3. Personen die de elektrische halsband gebruiken, volgen ten minste de volgende opleiding door een erkende opleider:

- 1^o vier uur theoretische opleiding over de werking van de elektrische halsband en de trainingsmethoden;
- 2^o acht uur praktische opleiding over hoe te communiceren met de hond met behulp van de elektrische halsband;
- 3^o één bijscholing om de zes maanden.

De erkende opleiders zijn de volgende:

- 1° De Directie hondensteun van het Directoraat-generaal administratieve politie van de federale Politie;
- 2° de Politieacademies;
- 3° een dierenarts die een opleiding geeft overeenkomstig de bepalingen van lid 1 en die door de Minister of zijn afgevaardigde is gevalideerd.

§ 4. De stimulatie-niveaus van de elektrische halsband worden progressief gebruikt.

§ 5. De elektrische halsband mag niet worden gebruikt voor :

- 1° honden jonger dan zes maanden;
- 2° drachtige of zogende teven;
- 3° honden die om leeftijds- of gezondheidsredenen niet kunnen reageren op stimulatie via de halsband.

§ 6. Elektrische schokken worden alleen gebruikt wanneer het nagestreefde doel dit rechtvaardigt en wanneer het niet met andere middelen kan worden bereikt.

Art. 4. In afwijking van artikel 2, 1°, mag de wurghalsband worden gebruikt :

- 1° voor werkhonden van de Civiele Veiligheid, de Federale en Lokale Politie, Landsverdediging en de Douane, indien dit gebruik voldoet aan de volgende voorwaarden:
 - a) het gebruik geschiedt in het kader van de uitoefening van hun opdrachten;
 - b) wanneer het nagestreefde doel dit rechtvaardigt en wanneer het niet met andere middelen kan worden bereikt;
 - c) het gebruik geschiedt met inachtneming van de ethologische en fysiologische behoeften van de dieren;
- 2° voor alle volwassen honden, indien dit gebruik noodzakelijk is om redenen die verband houden met het gedrag van het dier, zijn welzijn of de openbare veiligheid.

In dit geval beschikt de voor de hond verantwoordelijke persoon over een certificaat van de dierenarts, samen met een veterinaire gedragsdiagnose en een bewijs dat de informatie over de werking van de wurghalsband door de dierenarts aan de verantwoordelijke persoon is verstrekt.

Het certificaat heeft een geldigheidsduur van zes maanden en kan worden verlengd.

Art. 5. § 1. In afwijking van artikel 2, 6°, mag de softstock worden gebruikt voor werkhonden:

- 1° van de Civiele Veiligheid;
- 2° de federale en de lokale politie;
- 3° van Landsverdediging;
- 4° van de Douane,

in het kader van de uitoefening van hun opdrachten.

HOODSTUK 3. — *Middelen waarvan het gebruik beperkt is*

Art. 6. De muilkorf wordt alleen gebruikt voor honden en met inachtneming van de volgende voorwaarden:

- 1° hij is aangepast aan de anatomie van de mond van de hond:
 - a) de lengte van de muilkorf laat voldoende ruimte tussen de neus en de muilkorf, en voorkomt dat de muilkorf op de ogen van de hond drukt;
 - b) door de diepte van de muilkorf kan de hond zijn bek volledig openen, hijgen en normaal drinken;
- 2° hij wordt gebruikt voor een beperkte periode ;
- 3° hij wordt gebruikt onder toezicht van de eigenaar van het dier.

In afwijking van 1°, b, zijn muilkorven die de bek van een hond volledig afsluiten toegestaan om veiligheidsredenen in het kader van een behandeling en alleen voor de duur van de behandeling.

HOOFDSTUK 4. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 7. Voor een duur van één jaar na de inwerking van dit besluit:

- 1° zijn de artikelen 2, 1° tot en met 3°, en 4, 2°, niet van toepassing op hondenclubs en hondengeleiders;
- 2° is dit besluit niet van toepassing op elektrische halsbanden in combinatie met een ingegraven afrastering;
- 3° zijn de artikelen 2, 1°, a), en 3, §§ 1 tot 3, niet van toepassing op werkhonden van de Civiele Veiligheid, de Federale en Lokale Politie, Landsverdediging en de Douane, onverminderd artikel 3, §§ 4 tot 6.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag na de maand volgend op het verstrijken van een termijn van tien dagen die begint te lopen op de dag volgend op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister bevoegd voor Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER